

Ukraine et Venezuela : même combat ?

26 février 2014



Lahcen SENHAJI

Ces dernières semaines ont été marquées par les événements qui ont secoué l'Ukraine et le Venezuela. Malgré la distance qui sépare ces deux pays, les forces qui y sont à l'œuvre et leurs procédés sont, eux, bien comparables.

2002, 2014... bis repetita ?

Les événements au Venezuela n'ont rien de spontanés. En effet, le fait que l'opposition se soulève peu après les élections municipales de décembre 2013 n'est pas anodin. Le gouvernement vénézuélien fait face à une opposition puissante, organisée, et de surcroît soutenue par les États-Unis. Son leader, Henrique Capriles, voyait en la mort d'Hugo Chavez une occasion de prendre le pouvoir par les urnes. Il a donc mis tous les moyens en vue des élections présidentielles anticipées d'avril 2013, et bien lui en a pris puisqu'il a perdu face à Nicolas Maduro, successeur désigné par Chavez, par une différence de seulement 1,59% des voix au cours d'élections avalisées à l'unanimité par les observateurs internationaux, mais remises en cause par l'opposition qui, voyant s'échapper l'opportunité de prendre légalement le pouvoir, a dans la foulée exprimé sa colère par des manifestations qui ont fait onze morts du côté chaviste. Le gouvernement légitime n'ayant pas fléchi, l'opposition régla alors sa mire sur les élections municipales de décembre 2013, espérant surfer sur la vague d'avril dernier afin de démontrer sa légitimité. Le résultat des municipales fut un chaos puisque le PSUV chaviste remporta 76% des mairies contre seulement 23% pour la coalition MUD réunissant toute l'opposition.

Les prochaines échéances électorales n'ayant pas lieu avant les législatives de 2015, l'opposition décide alors de reproduire le schéma qui avait conduit au coup d'Etat de 2002 contre Hugo Chavez. Les médias occidentaux, fidèles à leurs habitudes, se gardent bien de condamner les velléités putschistes de l'opposition et se contentent d'appeler au calme.

Le président étasunien Barack Obama, en grand démocrate, a demandé la libération des chefs d'opposition à l'origine de ces soulèvements anti-démocratiques, alors même que son responsable régional en Amérique latine Ricardo Zuñiga, ancien dirigeant de la station de la CIA à La Havane où il recrutait des agents pour former l'opposition à Fidel Castro, est actuellement chargé de fomenter la révolte trotskyste au Venezuela...

Coup d'état ukrainien

En Ukraine, les manifestations sont le fait de l'opposition pro-européenne qui dénonce la suspension par le président Viktor Ianoukovytch le 21 novembre dernier d'un accord d'association avec l'Union Européenne. En réalité, la source du problème est bien plus profonde.

Suite à la désagrégation de l'URSS en 1990, les pays de l'Alliance transatlantique ont entrepris une vaste campagne dans le but de défaire les liens qui unissaient les nouveaux pays auparavant soviétiques avec la

Russie. Ainsi l'OTAN a englobé des pays comme la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie, puis la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Roumanie, la Bulgarie entre autres. En 1999, la Yougoslavie est désintégrée et les nouveaux pays qui en résultent subissent le même sort. L'Ukraine, elle, se voit accordée une certaine autonomie qui lui permet de nouer des liens aussi bien avec l'Union Européenne qu'avec la Russie. Seulement, l'Ukraine se voit aujourd'hui scindée en deux parties : l'Est est plus proche de la Russie aussi bien sur le plan économique que culturel, et l'Ouest davantage lié à l'Alliance transatlantique. Le gouvernement Ukrainien a toujours eu comme priorité l'entrée dans l'Union Européenne jusqu'à l'élection de Viktor Ianoukovitch en 2010, ce dernier estimant qu'une entrée dans l'UE n'était plus à l'ordre du jour et se rapprochant davantage de la Russie.

C'est dans ce contexte que surgissent aujourd'hui ces manifestations soutenues par les États-Unis et ses alliés européens, par peur de voir l'Ukraine et ses 603 700 km² abritant la plupart des gazoducs russes rejoindre les rangs soviétiques.

Le dénouement ukrainien est arrivé les 22 et 23 février avec ce qui ressemble ni plus ni moins à un coup d'État : le 22 février le Parlement ukrainien a pris acte de la démission forcée de son président Volodymyr Rybak, qui, menacé de mort, a quitté son poste au sein de la Rada (parlement ukrainien).

Les députés ont alors élu à sa place Olexandre Tourtchinov, ancien patron des services secrets, puis remplacé la Constitution par celle de 2004 en violation des articles 156 et 157. Dans la foulée les députés ont démis le Président de la République Viktor Ianoukovytch de ses fonctions en violation de l'article 111 qui dispose que la Cour constitutionnelle doit être saisie et la procédure d'*impeachment* respectée. Ils ont ensuite rendu la liberté à Ioulia Timochenko, ancien Premier ministre et milliardaire condamnée à 7 ans de réclusion pour abus de pouvoir. Enfin, le 23 février, le parlement proclame le même Olexandre Tourtchinov président de la République par intérim, en violation de l'article 112 de la Constitution.

Un coup d'état, donc, salué par les puissances occidentales, satisfaites du basculement de l'Ukraine au sein de l'Alliance atlantique.

Les deux événements ont lieu au cours des olympiades de Sotchi, la marge de manoeuvre russe étant réduite par peur de troubler ses Jeux. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer qu'à l'instar des jeux de Pékin il y a 6 ans durant lesquels le monde a découvert le dossier tibétain par le même type de procédé (des manifestations relayées par les médias du monde entier afin de sensibiliser l'opinion publique sur l'ogre Chinois), l'opposition ukrainienne n'a ressenti le besoin de manifester qu'à l'approche des Olympiades russes...

Une propagande basée sur les mêmes principes

La médiatisation des soulèvements de l'opposition en Ukraine et au Venezuela sont fondés sur les mêmes principes propagandistes : les manifestations des opposants sont qualifiées de "démocratiques", les gouvernants sont accusés de réprimer dans le sang les manifestations et des sanctions sont demandées contre les "meurtriers".

Dans les deux cas, l'élément déclencheur est la mort de manifestants qui permet d'accuser le gouvernement de répression sanglante. Les médias occidentaux s'en donnent alors à cœur joie et n'hésitent pas à reprendre gaiement des images datant de quelques années auparavant pour les besoins de leurs propagande.

par Lahcen Senhaji

[Suivez mes autres articles](#)